



L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

Groupement d'Intérêt Public

POPSU Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines

COLLOQUE DU 15 MAI 2009, BORDEAUX

FORMES URBAINES, FORMES D'AGGLOMERATION, EXPERIENCES METROPOLITAINES

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

16h30 – 18h00 : Projets et Stratégies Urbaines



Avec le soutien de :



Présidence : Alain Bourdin, président du comité scientifique du programme POPSU

Nous avons eu l'idée, bonne ou mauvaise, nous le verrons à la fin, de faire une espèce de table ronde à rebondissements qui posera un petit peu les mêmes questions, les mêmes sujets dans chaque ville. L'idée, celle que l'on ne réalise pas tout à fait, était d'essayer à chaque fois de faire dialoguer la ville dans laquelle cela se passait avec la ville précédente et la ville suivante. En l'occurrence, cela devrait donc être une table ronde entre Nantes, Bordeaux et Lille. Différentes circonstances d'impossibilités de la part de personnes qui devaient venir font que l'on va sauter un tour et que l'on va passer directement à Lyon.

Pourquoi faisons-nous cela ? Nous essayons, à travers ces colloques POPSU, de fabriquer une petite base, de petits éléments de langage commun autour de qu'est-ce que c'est qu'une stratégie d'agglomération, qu'est-ce que c'est qu'une stratégie métropolitaine. Nous sommes bien conscients que nous n'allons pas régler le problème à nous tous seuls. L'idée de créer un fil entre les sept agglomérations que nous avons étudiées pour voir si, à la fin, nous n'arrivons pas à trouver des définitions communes, quelques propos communs sur la stratégie, nous paraissait une bonne idée.

D'autre part, il nous paraissait que si l'on veut parler de stratégie, on peut parfaitement faire intervenir les chercheurs pour dire ce qu'est une stratégie, etc., mais ce qui était intéressant c'était d'interroger les acteurs sur ce qu'ils entendent aujourd'hui par stratégie, en particulier à l'échelle métropolitaine, pour simplifier on va dire à l'échelle de l'intercommunalité. Il nous semblait qu'il y avait là un débat vraiment intéressant.

C'est le débat que nous allons essayer d'avoir aujourd'hui en fonction des spécialités des uns et des autres. Cela fait aussi partie de la réflexion car peut-être bien que la définition de la stratégie n'est pas la même selon les secteurs dont on s'occupe, selon la position dans laquelle on est. On essaie de faire une sorte de grande marmite dans laquelle on va tourner tout ça.

Le débat paraît d'autant plus intéressant aujourd'hui que, probablement, il y a dix ou quinze ans, nous avions une vision que l'on croyait beaucoup plus claire. Nous aurions en tout cas été beaucoup plus sûrs dans les réponses à donner à cette question. Les responsables locaux, ou les chercheurs, auraient probablement identifié les grands éléments de la stratégie avec plus de certitude. Aujourd'hui, nous avons une assez grande interrogation sur qu'est-ce que c'est qui est vraiment important dans une stratégie métropolitaine, sur quoi il faut jouer, qu'est-ce que cela veut dire stratégie, etc.

Aujourd'hui, dans vos expériences, qu'est-ce qui est vraiment important pour faire la stratégie de votre agglomération ? Quels sont les points clés de la stratégie ? Et donc, en creux, quelle définition cela nous donne de la stratégie ?

Thierry Violland, directeur de l'AURAN (Nantes)

Dans la période de crise dans laquelle on est, il est clair que l'on ne peut pas faire comme si rien ne se passait. Il y a donc pour les collectivités une nécessité, une obligation, à Nantes c'est en tout cas dit comme cela, de protéger, d'accompagner les plus fragiles. Dans la stratégie globale, il y a un élément de contexte, qui durera peut-être, qui est d'accompagner et

de protéger. Mais il ne faut pas perdre le cap. La crise, il faut la gérer au fond et dans ses conséquences, ce n'est pas à l'échelle de Nantes qu'on la gère, on peut amortir, on peut essayer de faire des choses mais il faut garder le cap et ne pas perdre le fil de la stratégie.

Si je devais pour Nantes vous dire les mots clés que je crois être la stratégie portée à la fois par le maire de Nantes dans sa campagne électorale – nous en sortons – mais aussi dans le programme d'agglomération, je dirais : nouvelle étape, attractivité et innovation. « Nouvelle étape », ce n'est pas seulement une formule politique. Un géographe a récemment écrit : « Nantes est à la croisée des chemins. » Nantes s'est développée, a mis en œuvre une série de choses et elle se retrouve aujourd'hui dans la situation de devoir développer des stratégies à des échelles plus vastes qui sont celles de la métropole Nantes-Saint-Nazaire et, plus largement, celles du Grand-Ouest et de l'Europe. Il y a donc vraiment une nouvelle étape dans la construction de Nantes.

Un mot sur l'attractivité. Vous avez remarqué que je n'ai pas employé les mots de cohésion sociale, défi écologique, etc., parce qu'on considère vraiment à Nantes que ces questions sont une des conditions de l'attractivité. On le pense aussi parce que nous avons fait des enquêtes sur les choix notamment d'implantation des entreprises pour savoir, par exemple, pourquoi le service informatique de la SNCF ou telle ou telle grande entreprise étaient venus s'installer à Nantes et pas ailleurs. Et on a vu que, dans les choix finaux, quand on interrogeait les salariés et qu'il y avait plusieurs options, c'était une des conditions qui avait joué. On fait donc de ces questions sociales et environnementales des axes forts.

Fabienne Cresci, directrice générale adjointe au développement urbain au Grand Lyon

Je voulais donner un ou deux chiffres. Sur la métropole lyonnaise, ce qui est produit et qui fait travailler le métier du BTP c'est 20 % de public et 80 % de privé... Cela rend modeste. Cela veut dire aussi que si l'on veut faire bouger les villes – nous sommes en plein SCOT – il faut prendre cela en compte. Cela veut dire que dans les modes de contractualisation avec les partenaires privés, nous devons trouver un mode de contractualisation. Pour moi, cela compte. Pourtant, ce n'est pas tellement notre culture, à nous collectivités. Notre culture est celle de donneurs d'ordres, mais ce n'est pas tellement notre culture de faire levier sur cette production-là. Il faut donc que l'on apprenne de plus en plus à le faire.

Je vais prendre un exemple. Il ne s'agit pas d'un exemple de partenariat avec le privé mais entre acteurs publics. Nous travaillons sur un projet intéressant qui s'appelle REAL, il s'agit en fait de construire le RER à la lyonnaise. Le projet consiste aussi bien à construire des parcs relais, à réhabiliter des gares de centre-ville sur les grands axes ferroviaires, de créer un petit parc relais pour être à dix-sept minutes de La Part-Dieu en train au lieu de faire trois quarts d'heure de voiture. REAL, c'est la création d'un service à l'échelle de toute l'agglomération. En termes financiers, cela représente des contrats qui durent trois ans et qui représentent pour le Grand Lyon un investissement de l'ordre de 100 millions. Nous ne sommes pas seuls, REAL est un projet partenarial dont les acteurs financeurs sont la région, les conseils généraux, la SNCF.

Nous avons appris à construire un mode de gouvernance qui n'est pas non plus dans notre culture, et qui nous amène à ne pas être complètement au centre d'un dispositif. Nous sommes partenaires, financeurs, parfois maîtres d'ouvrage puisque nous réalisons des aménagements, mais le jeu de la gouvernance est modifié. Il va falloir que l'on apprenne de plus en plus à savoir jouer dans un jeu de gouvernance qui évolue, qui est mouvant aussi.

Sur les évolutions institutionnelles. Au MIPIM, le maire de Lyon, président du Grand Lyon, le maire de Saint-Etienne, président de la communauté de communes de Saint-Etienne, et le maire de Bourgoin-Jallieu, président de la CAPI, ont fait une déclaration commune sur leur vision de la métropole. Chacun avait choisi un thème pour illustrer une vision globale métropolitaine. Je pense que ce sont des données qui vont impacter profondément notre façon de produire une vision de la métropole. Je crois qu'il y a là des attitudes complètement nouvelles.

Nous avons évidemment des outils, qui doivent jouer leur rôle : le SCOT doit jouer son rôle de SCOT comme le PLU doit jouer son rôle de PLU. Ce qui n'empêche pas qu'il se passe d'autres choses et que, sur ces champs-là, c'est notre métier à nous techniciens, avec nos élus, de communiquer. Jean-Yves Chapuis disait que la société change plus vite que l'acte d'aménagement, c'est une certitude ! Quand les gamins, avec Facebook, sont capables en une demi-heure de se retrouver à cinq cents dans une rue pour faire un « *freezing* » (immobilisation dans un lieu public le temps d'un instant), c'est une façon de transformer complètement l'usage public qui échappe à la concertation, à la programmation, et qui pourtant est un mode d'appropriation colossal ! Quand on voit ce que c'est que de monter un événement dans une ville et que l'on voit ce que, en une demi-heure, cinq cents gamins sont capables de prendre dans une ville, cela m'interroge...

Tout cela bouscule notre façon de réfléchir sur la ville et sur l'agglomération. Je pense qu'il y a deux champs très importants qui sont le temps et la mobilité. On parle de mobilité comme on parle de transports. Non ! La mobilité c'est autre chose que le déplacement. Un des chargés de mission de la délégation dont j'ai la responsabilité travaille sur l'insertion par l'emploi. Il nous dit que les gens des quartiers lui disent, par exemple, qu'ils ne peuvent pas aller travailler à l'ouest parce qu'ils n'ont pas le permis de conduire, pas de moyens de locomotion personnels ou ne parlent et ne lisent pas très bien français. Pour ces gens là, il n'existe pas d'offres de mobilité ! Nous avons des autorités organisatrices des transports mais nous ne savons pas organiser la mobilité. Et, ça, il va bien falloir y réfléchir.

Ce sont des champs qui percutent complètement nos outils. Les déplacements nous avaient bousculés, nous urbanistes, il y a dix ans, nous avons tous découvert les déplacements, beaucoup d'entre nous ont travaillé sur des projets de tramway, mais aujourd'hui d'autres champs se télescopent.

Nous travaillons sur le quartier de La Part-Dieu, qui ne sera sans doute jamais le centre de Lyon, mais peut-être sera un jour le centre de l'agglomération puisque ce quartier met en contact tous les pôles de pulsion de la ville : les pôles d'économie, les pôles d'événementiel.

Je sais aujourd'hui où est le centre de la ville, je sais où sont les centres des villes, mais nous savons aujourd'hui que des centres métropolitains vont émerger.

Tout cela impacte nos métiers, nos façons d'intervenir, nos façons de nous positionner avec des compétences et des jeux de rôle qui changent, où l'on doit à un moment donné être donneurs d'ordre – ça, on sait le faire –, où l'on doit ne plus l'être tout en restant acteurs, tout cela vient percuter notre vision et notre façon de produire la ville. Je crois que c'est ça que les métropoles nous imposent de faire aujourd'hui.

Véronique Fayet, *vice-présidente de la communauté urbaine de Bordeaux*

J'avais envie, à propos de stratégie, de parler de gouvernance, ce qui permettra à Michel Labardin de rester sur les enjeux stratégiques. Pour avoir une stratégie, il faut d'abord une bonne gouvernance, une gouvernance très forte. Une stratégie c'est pour moi à la fois une vision, une vision de la ville de demain et, en même temps, derrière, les moyens de ses ambitions.

Il me semble, en tout cas pour la communauté urbaine de Bordeaux, que nous sommes un peu à un tournant dans les questions de gouvernance. Nous sommes aujourd'hui vingt-sept communes, nous avons un équilibre politique très fragile, on dit même que si l'on appliquait les chiffres du recensement de 2008, nous serions à 60/60 politiquement, donc cela serait encore plus juste. Je ne dirais pas que c'est un équilibre de la terreur, pas du tout, mais l'équilibre est quand même très délicat...

Les responsabilités sont très morcelées. Aujourd'hui, par exemple, vous deviez avoir six élus de la communauté urbaine : une vice-présidente chargée de construire la ville au quotidien, un vice-président chargé de renouveler la ville, un vice-président chargé des grands projets urbains, un vice-président chargé de concevoir la ville de demain, ici présent, une modeste vice-présidente, moi-même, en charge du programme local de l'habitat et, bien sûr, le président. C'est la même chose pour les transports : il y a les transports doux, les transports ceci, les transports cela... Cela illustre bien la difficulté dans laquelle nous sommes de morcellement de la décision politique, qui fait à la fois toute sa richesse parce que comme ça on a du débat, mais qui complique un petit peu les visions stratégiques.

On le voit également dans le projet urbain de Bordeaux qu'Alain Juppé a rendu public en mars 2009. J'ai réalisé aujourd'hui que ce qui apparaît sur le titre, c'est « grand », « Grand Bordeaux » ! C'est la réflexion que je m'étais faite en lisant ce projet, qui est vraiment magnifique. Je me suis dit que ce projet était complètement à l'étroit dans son costume communal. C'est un projet qui a envie d'éclater, qui a envie de faire craquer les coutures et, évidemment, de s'étendre et de prendre ses aises à l'échelle de l'agglomération !

Je crois qu'il faudra vraiment que cela bouge si l'on veut continuer à progresser. Je ne dis pas que l'on n'avance pas et qu'il n'y a pas de stratégie, mais nous sommes quelques-uns, Alain Juppé en fait partie, à être très sensibles à ce que dit le rapport Balladur avec des visions d'agglomération. Il faut absolument et de toute urgence, on le vit à Bordeaux tous les jours,

aller vers de grandes agglomérations avec une élection du président au suffrage universel, donc davantage de légitimité démocratique.

Je ne suis qu'adjointe au maire, les maires ont une vision un peu différente car ils veulent garder un pouvoir de maire, ce qui peut se comprendre, mais ce n'est pas forcément antinomique. Je respecte beaucoup la légitimité des maires, je sais que sans eux rien ne se serait fait, ou pas grand-chose, par exemple sur les Hauts de Garonne où l'on a un territoire de renouvellement urbain qui est très intéressant et où les quatre maires ont vraiment boosté le dispositif et ont fait un projet un peu exemplaire. Les Journées nationales de l'ANRU se font à Bordeaux en juin parce que les projets ANRU de la CUB, et notamment ceux de la rive droite, sont exemplaires, et ceci grâce aux maires.

Je ne minimise donc pas le rôle des maires mais je crois que, vraiment, si l'on veut avancer et se situer dans la course européenne, il faut avoir des agglomérations, il faut avoir un pouvoir politique d'agglomération élu au suffrage universel. C'est la seule façon de dynamiser une agglomération qui, aujourd'hui, est une addition de vingt-sept communes (comme l'Europe est une addition de vingt-sept pays) et peine à trouver son projet politique et son grand souffle stratégique. La communauté urbaine de Bordeaux peine à trouver son grand souffle politique et reste malgré tout – ce n'est pas un reproche car, pour l'instant, nous ne pouvons pas faire autrement avec les structures administratives et politiques qui sont les nôtres – une addition de communes.

Il est très compliqué, dans le contexte politique et administratif qui est le nôtre, de s'accorder sur une grande stratégie, une vision qui nous projette vers 2030, « Le Grand Bordeaux 2030 » dont rêve Alain Juppé.

Michel Labardin, *vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux*

Effectivement, on ne peut pas parler de stratégie si l'on ne parle pas de projet politique. Projet politique dont on disait à l'instant que le morcellement peut être préjudiciable à la cohérence globale, sauf à considérer que le morcellement peut être au service d'un leadership plus fort. Je crois que, dans notre stratégie communautaire, Véronique Fayet l'a bien souligné, nous sommes à la croisée des chemins et que le syndrome métropolitain est déjà fortement à l'œuvre.

Mais nous avons tout de suite glissé vers ce qui agite souvent le microcosme politique, comme certains sont agités par la quête du Graal, c'est la quête du bon périmètre. Nous sommes toujours en train de courir vers le bon périmètre. Est-ce que c'est la communauté urbaine aujourd'hui ? Est-ce que c'est plus large ? Est-ce que l'on va passer dans une métropole avec élection au suffrage universel direct et dans un mécanisme où la métropole va renforcer considérablement ses compétences, à la fois par absorption partielle de celles du département et par absorption importante de celles des communes ?

J'ai un avis un peu différent de celui de Dominique Fayet. Je ne suis pas persuadé que la bonne politique soit celle qui consiste à fusionner, c'est aussi quelquefois celle qui consiste à coordonner. On peut se poser la question à l'inverse. S'il y a eu, comme cela a été dit ce

matin, un renouveau de la stratégie urbaine de Bordeaux il y a dix ans, cela s'est bien fait avec vingt-sept communes, cela s'est fait effectivement avec un leadership fort, mais cela s'est fait avec les maires. Je pense que le fait communal reste quand même un ancrage très fort à la fois dans le projet politique et dans les attentes des populations. Et je ne suis pas certain que, excusez le mot, la banalisation de la commune apporte une très grosse plus-value.

Evidemment, le débat est très vif entre nous aujourd'hui, les positions sont extrêmement contrastées. Moi, il me semble que reposer sur le fait communal n'est en aucune manière un handicap quant à la formulation d'une stratégie et la formulation d'objectifs. Du reste, si l'on parle de stratégie de l'agglomération bordelaise, ces dernières années on y est allé un peu sur tous les fronts. Concernant le Programme local de l'habitat, force est de constater qu'il y a eu des évolutions considérables en termes de production de logements, ce qui était un enjeu fort de l'agglomération. En termes de production de logements, en termes de transports collectifs et maintenant la question de la mobilité, plus largement, est à l'ordre du jour. Nous avons avancé sur tous les fronts et, au fond, la stratégie aujourd'hui pour la communauté urbaine s'inscrit dans un contexte très opportun qui est celui de la révision du SCOT dans lequel nous sommes et la prochaine révision du PLU.

C'est le bon moment pour se poser les questions stratégiques à l'échelle du SCOT, avec des avancées culturelles importantes à faire. On voit bien, dans le bilan qui a été dressé par l'agence d'urbanisme, que, ces dernières années, les populations ont beaucoup migré vers l'extérieur de la communauté urbaine, jusqu'à 50 ou 60 kilomètres. Non seulement les autorisations de permis de construire sont plus nombreuses mais la croissance de la population s'est majoritairement faite hors de la communauté urbaine. L'enjeu aujourd'hui est donc de se recentrer, de faire revenir des populations et de les faire revenir dans des conditions acceptables où le foncier et le logement sont accessibles, où les transports sont attractifs et où les bassins d'emploi vont continuer à se développer. C'est un enjeu très fort.

Outre les transports – notre agglomération était fort mal pourvue il y a dix ans, donc 47 kilomètres de tramway en dix ans est une plus value-importante, et cela doit se poursuivre –, un autre enjeu à l'heure où nous avons compensé partiellement notre déficit en logements – nous allons continuer à le faire avec une vision très volontariste, notamment de la communauté urbaine qui va relever son ambition de production de logements – est la question du cadre de vie et des espaces naturels. C'est un sujet sur lequel je suis très sensible. On ne peut pas se poser la question uniquement en termes quantitatifs, il faut se poser la question à la fois des limites de la ville pour sauvegarder les espaces et de la préservation dans notre agglomération qui bénéficie de trames vertes importantes parce que cela participe de l'attractivité globale.

La question de l'attractivité est pour nous à l'ordre du jour : attractivité économique ; attractivité par le logement et les transports ; attractivité sur des programmes forts comme celui d'Euratlantique pour drainer de l'expertise, de la connaissance, de l'activité économique ; la rénovation du campus avec un projet très fort que l'Etat et la région soutiennent et qui devrait fortement renouveler à la fois les bâtiments et les filières universitaires dans les années à venir. Nous sommes donc sur plusieurs points d'appui qui se

résumément par un seul mot, je crois, redevenir attractifs. La dynamique a été enclenchée il y a plus de dix ans, elle doit maintenant non seulement se poursuivre et se développer mais trouver des points d'appui : le campus, Euratlantique et, pour les citoyens, l'attractivité par le logement et les transports.

Par quels moyens ? Par quel cadre institutionnel ? Cela va venir, cela nous entraînera dans de beaux débats mais, encore une fois, je pense, pour regarder l'évolution des sociétés, qu'il vaut mieux quelquefois des mécanismes de coordination bien assumés plutôt que des encastremements dans une seule boîte de tous, au risque de balafrer des identités communales qui, de toute manière, ressurgiront à un moment où à un autre.

Alain Bourdin

Je réagis à ce que je viens d'entendre en disant que je suis frappé, avec satisfaction d'ailleurs, par le fait que les réponses sur la stratégie ne sont pas d'abord : il faut faire telle chose ou telle autre. Ce sont d'abord des réponses en termes de méthodes, d'organisation, de grandes valeurs ou de grands objectifs qui toujours renvoient à : comment on s'organise pour agir ? Cela me paraît un point tout à fait important dans les définitions des stratégies actuellement.

L'autre chose qui me frappe aussi c'est que vous raisonnez tous plus ou moins de façon diverse mais vous raisonnez tous autour d'un urbanisme de régulation. C'est-à-dire qu'il faut mettre les choses en équilibre dynamique, l'attractivité c'est de l'équilibre dynamique, l'innovation c'est de l'équilibre dynamique. On est beaucoup dans l'idée de trouver des équilibres qui ne soient pas des équilibres mortifères, qui arrêtent tout, mais qui soient au contraire des équilibres en mouvement. Il me semble que c'est un point commun. Ceci dit, sans vouloir débattre avec vous, à partir du moment où l'on raisonne en termes de régulation, il faut qu'il y ait un régulateur. Et si vous dites que ce n'est peut-être pas une question institutionnelle, je vous répondrai que c'est quand même une question de leadership. Peut-être que la question du leadership ne se règle pas à travers des choses purement institutionnelles mais il y a bien une question de leadership.

Vous ayant entendu, je vais vous pousser dans une direction. Tous, vous parlez de l'importance de la qualité de la vie, de l'importance des mouvements internes à l'agglomération en termes d'accès de l'emploi, de ceci ou de cela. Tout à l'heure, Jean-Yves Chapuis nous rappelait un certain nombre de données sur les niveaux de revenu des habitants. Moi je vais traduire cela en une question. On voit bien que les orientations stratégiques peuvent être des orientations très tournées vers l'extérieur en termes de concurrence – on est dans des jeux concurrentiels avec d'autres villes, comment on gagne, qu'est-ce qu'on fait pour gagner, etc. –, on voit aussi que les stratégies peuvent être tournées sur comment on fait de l'équilibre interne, comment on tient compte des situations réelles des populations.

Je sais que c'est une question difficile mais c'est une vraie question qui est comment on articule les deux actuellement et comment, à l'échelle de vos différentes villes, vous voyez l'articulation entre les deux.

Thierry Violland

Je voudrais revenir très vite sur l'organisation et prendre un exemple concret. Nous ne sommes pas à Nantes dans la même situation qu'à Bordeaux. La communauté urbaine est beaucoup plus récente, il n'y a pas que la situation politique, ce qui génère beaucoup de choses. D'abord, nous avons tenu compte de ce qui se faisait à Bordeaux, de ce qui se faisait à Lyon, y compris pour l'organiser un peu différemment. J'ai envie de dire que la constitution de l'agglomération s'est vraiment faite autour d'une double idée qui était à la fois la proximité et dépasser l'agglomération.

La proximité c'était donner plus de moyens aux communes pour mener des politiques de proximité, cela pouvait concerner aussi bien le sport, les personnes âgées, l'éducation, etc. Et au total, pour résumer, en un mandat les communes ont retrouvé autant de capacité d'investissement. Mais l'agglomération, c'est aussi l'idée que l'on est plus forts ensemble pour agir à d'autres échelles plus vastes.

Concernant le leadership, les contextes démographiques et politiques sont différents. Nantes c'est la moitié de la population de l'agglomération. C'est donc très simple, l'agglomération est forcément de la couleur de la ville. On pourrait imaginer des mécanismes très complexes où cela se passe autrement mais c'est quasiment impossible. Donc, de fait, cela crée une forme de simplification... Dois-je dire, d'ailleurs, que les dernières élections ont fait que cela en est presque devenu trop simple, d'un certain point de vue... Pour parler clairement, sur les vingt-quatre communes, il doit y en avoir six de droite. Mais je m'arrête là, je vais sinon dépasser mon cadre de directeur d'agence d'urbanisme de la région nantaise...

Pour en revenir sur l'articulation entre les stratégies tournées vers l'extérieur et la situation réelle de la population. A Nantes, il y a l'idée – plus que l'idée puisque les contacts sont pris et les travaux sont en cours – de travailler avec Rennes pour asseoir sous une forme qui n'est pas encore déterminée, une capacité à peser au niveau européen, notamment en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Dans le même temps, la ville de Nantes expérimente un service public de la réussite éducative, je parle là des écoles primaires et d'expérimentations sur des quartiers, d'un vrai service public mettant en synergie tous les acteurs. Il y a aussi un projet, porté par l'agglomération, d'écoles de la deuxième chance – cela donne l'occasion de parler de la gouvernance, c'est probablement la région qui le portera à la fin mais il y a aussi le rôle des élus communaux et intercommunaux qui est parfois de fédérer, d'animer et d'entraîner, au-delà des autres collectivités, les associations, les entreprises, etc. Il y a aussi un projet de lycée international.

Il y a une volonté, un fil autour de l'éducation et de la formation qui traverse largement et les territoires et les institutions. Je n'en tire pas de conclusions définitives, ni sur la coopération avec Rennes, ni sur le service public de la réussite éducative qui est en train d'être expérimenté. Mais il y a cette idée-là, et cela donne de la force d'avoir cette cohérence et de pouvoir faire les choses d'un bout à l'autre de la chaîne.

Fabienne Cresci

Le Grand Lyon est dame mûre, dont nous fêtons les quarante ans cette année. Nous sommes passés de cinquante-cinq à cinquante-sept communes en 2007. J'ai travaillé à Saint-Etienne où la communauté d'agglomération est très jeune et on sentait très fort les difficultés de positionnement des communes par rapport au grand ensemble. Je pense que le temps aide les élus à trouver ce positionnement.

Vous parliez de l'échelle communale. Dans le dernier mandat, et cela ne va pas à l'encontre de ce que je viens de dire sur la maturité de l'établissement public grand Lyon, ont été créées les conférences locales des maires, il y en a neuf. A un moment donné, l'exécutif communautaire s'est dit que les cinquante-sept communes avaient des cohérences différentes, par « blocs de communes ». Neuf territoires ont été créés, regroupant des communes en une plate-forme de cohérences nommée « conférence des maires ». A l'intérieur des conférences, il ne s'agit pas de produire de la décision, les conférences sont des plates-formes d'échange, elles sont un socle commun des maires sur des champs de cohérence et sur des territoires dont l'histoire, la géographie, l'économie, les populations ont suffisamment de points de convergence pour être abordés à un niveau plus global.

Quand le plan de mandat a démarré, après les élections de mars, les élus ont demandé une relance rapide de la conférence des maires. Les sujets qui y sont traités vont des discussions sur la propreté jusqu'aux discussions sur le schéma directeur d'urbanisme commercial, sur le schéma d'implantation des entreprises ou encore sur les plans de développement des territoires. C'est une espèce de force que se donnent les maires parce que, entre eux, il y a une plate-forme de négociation mais aussi de constitution d'une proposition stratégique.

Cela donne vraiment du sens ensuite dans l'énoncé de la proposition, dans la vision territoriale. Cette vision est relayée dans les différentes instances du grand Lyon : les commissions d'urbanisme, les commissions déplacements, environnement, etc. La prise de parole rend compte de l'acculturation commune, y compris dans les éléments de langage, et d'analyse. Nous allons lancer les exemplaires du DOG pour une pré-consultation de toutes les communes, et nous savons que cela va être vu dans les conférences des maires. C'est un outil extrêmement fort pour la constitution d'une vision de quelque chose que l'on appellera très simplement une agglomération, sans se poser de questions sémantiques.

Concernant toujours les méthodes et l'organisation, je peux évoquer le conseil de développement, créé en 2000, refondé en 2006. Son président est actuellement Jean Frébault. Le conseil de développement est un organe consultatif, il est consulté pour avis sur le projet d'agglomération, c'est un outil de la démocratie participative pour que la Communauté urbaine entre en dialogue avec la société civile. Le conseil de développement interpelle le Grand Lyon et apporte des contributions : par exemple sur le plan du mandat 2008-2014, sur les quartiers durables, sur les évolutions institutionnelles.

Donc même si la gouvernance est toujours difficile à positionner, il y a des lieux, des espaces, des constructions qui permettent de formaliser une proposition qui porte quelque chose d'assez fort au niveau de l'agglomération.

Autre point sur une métropole élargie, sur une évolution institutionnelle sur laquelle nous nous interrogeons tous, à des degrés divers. Même du temps où ils n'étaient pas de la même couleur politique, le président de la communauté d'agglomération, Michel Thiollière, et le président du Grand Lyon avaient décidé de ne pas être concurrents sur leurs pôles de compétitivité. Ils en ont sept. Les deux agglomérations et leurs universités ont décidé de candidater ensemble pour le plan Campus. Ils ont gagné. Sur la candidature Capitale européenne, présentée séparément, ils ont perdu. Mais la candidature de Marseille était très bonne, il n'y a pas de relation de cause à effet...

Par rapport à la question de la concurrence, il y a une expression que nos collègues de la com' aiment beaucoup : « il faut trouver ce qui est différenciant ». Mais en regardant de près le vocabulaire utilisé par les villes et les agglomérations, en étudiant les représentations des SCOT, je vois qu'on se présente tous sur des schémas ! Plus que la différenciation, ce qui est intéressant c'est ce qui est identifiant ! Bien sûr, on a tous besoin de slogans, c'est important, mais le fond du sujet est de savoir comment on construit les choses solidement en répondant à une demande.

Nous, les urbanistes, sommes toujours dans l'offre. Mon vice-président au logement qui a longtemps travaillé à Forum Réfugiés me dit que pour l'offre on est plutôt bons, 6 500 logements neufs par an, 2 400 PLUS-PLAI, d'accord. Mais qu'en est-il du problème de la santé psychique et du logement ? Qu'en est-il du problème intergénérationnel ? Nous allons avoir de plus en plus de personnes âgées, nous le voyons très bien sur les secteurs ANRU. Ces personnes habitent des logements dont la typologie ne correspond plus du tout à leurs besoins. Ces personnes ne pourront pas déménager et trouver un logement qui corresponde à leurs besoins parce qu'elles sont en incapacité économique d'avoir un parcours résidentiel. Comment traitons-nous cela ? Quelle réponse apporterons-nous aux besoins de déplacements de ces personnes pour faire leurs courses, aller chez le médecin, etc. Comment allons-nous traiter cela ?

Je me dis que ce qui va être différenciant c'est comment la ville ou l'agglomération rend service à ses habitants. On parlait de mobilité, on parle d'espaces verts. Pourquoi les espaces verts sont-ils de plus en plus importants ? Cela fait joli, c'est très agréable, c'est vrai, mais cela répond surtout à une évolution sociétale évidente qui est que les gens partent de moins en moins en vacances et ont du temps libre. Les cinq kilomètres et demi de berges du Rhône ont changé la vie des Lyonnais ! Des gens viennent avec leur panier de pique-nique et leur nappe vichy ! Ce sont des gens qui ne partent pas en vacances et qui viennent avec leurs enfants et font de vrais repas de famille. Mais quand vous avez fait cinq kilomètres de berges du Rhône, il ne faut pas vous étonner que le président vous dise : « Maintenant, vous me faites deux fois vingt-cinq kilomètres de rives de Saône, je veux cela dans toute l'agglomération. » C'est évident, cela correspond à une évolution sociétale et des modes de vie.

Alain Bourdin

Nous avons là une question qui est très importante, y compris par rapport à des thèmes émergents ou développés comme celui de la concertation. Je crois que nous faisons facilement

une erreur historique en France, c'est de croire qu'il est important de faire de la concertation sur les décisions à prendre. Ce qui est important c'est de construire la demande urbaine parce qu'on sait très peu de choses là-dessus, elle ne s'exprime pas comme ça spontanément, on a besoin de l'aider à s'exprimer, à se construire. Il y a tout un tas de dispositifs que l'on utilise pour faire dire aux gens s'ils sont d'accord ou pas avec un projet, alors qu'on ferait mieux de les utiliser pour faire exprimer de la demande urbaine.

Je ne dis pas que cela ne se fait pas, mais on ne le fait pas assez alors que je pense que c'est vraiment un enjeu très important de développer la construction de la demande urbaine. C'est mon avis personnel, pardonnez-moi, je sors là de mon rôle de coordinateur de la table ronde.

Véronique Fayet

Cela me permet de faire la transition avec ce que je voulais dire. Je reviens au projet urbain de Bordeaux qu'Alain Juppé a présenté et qu'il a rédigé, j'allais dire seul, il emploie en effet souvent le mot « je », c'est étonnant. Il ne l'a pas rédigé complètement seul dans la mesure où ce n'est pas étranger au travail qui se fait aujourd'hui, il a été imprégné de débats avec des architectes, des urbanistes, etc., cela fait des années qu'il se frotte à toute cette intelligence et cette expertise. Mais au bout d'un moment, c'est lui qui écrit tout seul et certains disent du coup que cela n'a pas été concerté. Moi, cela ne me choque pas, je pense que c'est le rôle d'un maire ou d'un président d'agglomération d'écrire quelque chose et c'est ensuite que vient le travail, peut-être ce que vous appelez « la demande urbaine ». C'est tout le travail que l'on fait autour des quartiers que l'on appelle écoquartiers parce qu'ils ont une vocation à respecter ou même à anticiper sur toutes les normes environnementales, mais c'est surtout l'idée de construire une ville autrement.

Il y a à Bordeaux des ateliers de concertation qui sont tout à fait exemplaires sur le quartier Bastide Niel ou le quartier des Bassins à flot où il y a eu un travail très approfondi, très organisé, très systématique avec les habitants, les urbanistes, les architectes, des gens qui venaient d'un petit peu partout. Dans ces écoquartiers, certes à petite échelle, mais il y en a plusieurs dans la ville et l'agglomération, nous sommes en train de construire une ville nouvelle et de grande qualité.

Je crois que c'est ça la force d'une stratégie urbaine qui va permettre d'être concurrentiels. Être concurrentiels va être le résultat, à mon avis, de la qualité urbaine et humaine. Parce que la qualité, la richesse d'une ville, c'est premièrement les habitants, deuxièmement les habitants et troisièmement les habitants. Avec cet effort que nous faisons dans l'agglomération de renouvellement de la ville depuis des années – il y a le Grand projet de renouvellement urbain sur la rive droite mais il y a aussi le renouvellement de la ville sur le cœur de la ville, le centre historique, – une OPAH renouvellement urbain – et bientôt, je l'espère, le PNRQAD (programme national de rénovation des quartiers anciens dégradés).

L'idée c'est bien sûr, notamment dans le domaine de l'habitat, de construire – notre objectif, un peu moindre que celui de la ville de Lyon, est de 5 000 logements par an –, mais c'est aussi et surtout de renouveler la ville, de refaire la ville sur elle-même. Sur l'agglomération de Bordeaux, nous avons vraiment de quoi faire avec à la fois les centres anciens, l'immense

centre historique, et les zones d'habitat social qui ont déjà fait un travail colossal, qui n'est pas fini mais qui est assez spectaculaire.

Nous avons vu très concrètement, par exemple dans le vieux Bordeaux, dans ces logements rénovés qui sont extraordinairement beaux et de surcroît confortables, arriver de jeunes couples parisiens disant qu'ils en avaient marre de la vie parisienne et qu'ils venaient s'installer à Bordeaux parce qu'ils avaient eu le coup de foudre. Ce sont ces jeunes couples-là qui vont créer l'entreprise, ce sont eux qui sont dans ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie créative et qui vont faire l'attractivité et la concurrence de Bordeaux. C'est parce que nous avons attiré des habitants, que nous avons su offrir une qualité de vie et une qualité de « vivre » exceptionnelles, que l'économie va se renouveler elle aussi.

Nous n'en sommes plus à l'époque des grandes implantations, quand Chaban-Delmas avait fait venir Ford à Blanquefort dans les années 70 ; cela ne se passe plus comme ça aujourd'hui. Maintenant c'est de la micro-entreprise, de l'économie créative, des pôles de compétitivité, c'est-à-dire plein de petites entreprises qui se regroupent, qui se fédèrent.

Je crois que renouveler la ville en offrant une qualité de vivre – Alain Juppé a un slogan dont je ne sais pas s'il fera recette : « Une ville belle à vivre ». Oui, belle, attractive, de qualité, mais pour vivre au quotidien – nous permettra, à mon avis, de bien nous situer dans une compétition nationale, voire européenne.

Michel Labardin

Nous sommes bien d'accord sur le fait que la vision ne se concerte pas, elle se suffit à elle-même. Par contre, ce qu'il faut ensuite c'est la capacité et les moyens pour la mettre en forme. C'est là que les politiques ont besoin de l'expertise des urbanistes qu'ils appellent et redoutent en même temps, ils la craignent, ils ne la comprennent pas, souvent. Et que dire des habitants ? Ils ne la comprennent pas. Si on leur demande, pour reprendre ce que disait Alain Bourdin, de formuler la demande urbaine, les habitants pour la plupart ne sont pas en capacité de la formuler. Donc il faut créer de l'offre.

Il y a ce débat entre les politiques et les urbanistes qui n'est pas facile. Les urbanistes s'emparent de la vision, et les politiques qui prétendent porter la vision regardent de façon pragmatique sur le terrain comment cela va se passer. Et tout cela se mélange joyeusement avec une difficulté de mise en forme qui n'est pas banale du tout.

Je suis dans une ville qui a un record d'espaces verts par habitant, vingt et un parcs pour 23 000 habitants, un quart de la commune en espaces naturels. C'est une qualité de vie considérable, extraordinaire. A une certaine époque, la communauté urbaine trouvait que c'était excessif et que finalement la rivière, aujourd'hui très agrémentée, cela fait un bel exutoire d'eaux pluviales, il suffit de la buser, l'eau va passer par là et puis c'est terminé... Trente ans plus tard, on dit que c'est un atout magnifique.

En même temps, cela ne doit pas rester narcissique. Vis-à-vis des habitants, mon problème ou mon projet, c'est d'expliquer que tous ces espaces sont une qualité de vie mais qu'on peut y adosser une autre qualité de vie, c'est-à-dire du logement de bonne qualité, du logement plus

dense, des opérations d'aménagement, etc. Cela ne se passe pas trop mal, finalement. Je crois qu'il y a des façons d'amener les choses et que l'on peut, entre politiques et urbanistes, mettre en forme un discours commun qui est en capacité de répondre aux aspirations fondamentales des citoyens, et notamment articuler la proximité et la densité avec une forme de sauvegarde d'intégrité personnelle, ce qui est aujourd'hui la difficulté.

Quand on présente des programmes dans les villes, la première réaction c'est de dire : « Mon cadre de vie est bousculé. » On peut donc tout à fait vous rassurer, vous les urbanistes, sur le fait que nous sommes partie prenante de tous les grands projets et que nous suivons à fond derrière vous. Nous n'avons pas toujours envie, mais nous avons besoin de tenir compte de certaines réalités, non pas pour y être soumis, mais pour trouver les moyens de les transcender et de créer de l'adhésion. Parce que c'est quand même ça la fonction politique, c'est rassembler toutes les oppositions possibles pour en faire un langage cohérent et créer de l'adhésion pour permettre aux habitants de s'y retrouver.

Je suis assez sensible à ce que vous disiez tout à l'heure sur des sortes d'infra-communalités, des infra-territoires au sein d'une grande métropole, car quoi qu'on fasse et quels que soient les discours techniques et techniciens, il y a des réalités culturelles, des réalités sociologiques, des réalités d'usage et il y a la géographie qui prime, et depuis toujours. Napoléon le savait bien, il faut tenir compte de la géographie pour organiser une guerre, la géographie commande à tout le monde. Il faut donc tenir compte de tout cela et, finalement, dans une métropole, il faut aussi regarder les infra-territoires à partir desquels on peut bâtir des cohérences, peut-être des spécialités, des thématisations qui, je le crois, sont tout à fait complémentaires.

Et peut-être que l'attractivité est là aussi. J'ai envie de dire non à la métropole uniforme mais oui à des territoires singuliers qui ont des forces. Ici un cadre de vie, là des territoires à reconquérir pour de l'activité économique. On parlait de la qualité de vie. Oui, la qualité de vie est attractive mais, dans une compétition internationale, il faut aussi des territoires d'expansion, de champs d'activité économique et il faut le prendre aussi à rebours quelquefois d'une certaine qualité de vie, mais cela fait partie des contradictions à gérer. Je crois qu'il faut faire les deux mouvements. D'une certaine manière, il ne faut pas avoir peur de bousculer et, en même temps, de soigner le détail.

Pour participer à ma manière et tout nouvellement, c'est pour cela que je ne prétends pas avoir un bon niveau d'expertise au sein des débats du SCOT, je m'aperçois à quel point la frilosité est grande. Ce matin, quelqu'un a parlé du grand contournement de Bordeaux qui a été abandonné comme on le sait, mais rien n'a été résolu pour autant. Cela fait vingt ans que l'on parle de contournement ferroviaire mais on ne fait rien. Bref, on s'accommode de la situation, on occulte tout cela derrière un discours politique pseudo-volontariste mais, au fond, on ne fait rien.

Pour moi, l'enjeu est aujourd'hui celui de l'audace. Est-ce que l'on va être audacieux et arrêter de parler de report de la voiture vers le ferroviaire ? Faisons des choses. Arrêtons de parler des thromboses, faisons des choses là aussi, prenons des territoires pour faire des parcs

relais, pour faire des parcs de covoiturage, spécialisons la rocade de Bordeaux pour faire un axe de TCSP ou de covoiturage, etc. Je crois que le problème est celui de l'audace et que si quelquefois on manque d'audace c'est peut-être parce que les équilibres politiques sont fragiles et que cela nous pousse finalement à chercher le plus petit commun dénominateur.

Ce que je dis là n'est pas dépressif, je crois que c'est au contraire assez réaliste. Nous avons vraiment besoin de bousculer les choses et les urbanistes peuvent, de ce point de vue-là, nous donner quelques clés. A condition qu'ensuite ils nous fichent la paix pour les mettre en forme.

Alain Bourdin

Je vais revenir sur la question de l'audace. Quand on vous écoute, vous tenez tous un discours, très fondé, très argumenté, mais légèrement en décalage avec ce qu'est la communication sur vos villes et les images que font circuler vos collectivités ou les médias, peu importe. Notamment sur un point qui est la place donnée aux grands projets. Vous avez tous eu de grands projets très locomotive, soit réalisés, soit en cours, il y a actuellement une nouvelle génération de grands projets, peut-être avec Campus, avec des choses autour de l'arrivée du TGV dans certaines villes ou des transformations du TGV, il y a peut-être même des choses autour de pôles de compétitivité.

Ma question est : dans les stratégies de vos villes, qu'est-ce que vous attendez aujourd'hui des grands projets ? Quelle place leur donnez-vous aujourd'hui ?

Thierry Violland

J'ai parlé de la qualité de vie. La question du mouvement dans une ville est essentielle. S'il n'y a pas de mouvement, s'il n'y a pas de dynamique, on régresse. Je ne veux pas opposer les grands projets à l'ensemble des actions du quotidien mais prenons un exemple. L'Ile de Nantes est à la fois emblématique parce que c'est symbolique du retour de Nantes au fleuve et, au-delà même de l'Ile de Nantes, du sujet du rapport de Nantes avec son fleuve, les comblements et toute l'histoire de Nantes. Il y a une fonction symbolique aussi parce que c'est central. Il se trouve que ce sont les anciennes friches des chantiers navals, c'est un espace central, il y a juste un bras de Loire qui sépare le centre-ville de l'Ile de Nantes. Ces 340 hectares en cœur d'agglomération étaient disponibles.

C'est également symbolique par ce que l'on y fait. Cela s'appuie aussi sur ce qu'est la ville. En ce moment, est inauguré le jardin des Fonderies. C'était à l'origine d'anciennes fonderies, dont on a gardé dans le cadre de ce projet l'armature et les fours, et c'est devenu un jardin public avec un système de récupération d'eau, etc. C'est assez remarquable parce que voilà comment un patrimoine qui n'a rien à voir avec la question du développement durable est réutilisé comme un espace de vie quotidienne. Et, juste à côté, vous avez le projet de quartier de la Création, projet emblématique, qui s'appuie sur ce qu'est Nantes.

La dynamique culturelle qui a été engagée à la fin des années 80 avait à la fois pour fonction des éléments de cohésion sociale et des fonctions de visibilité internationale et se poursuit dans cet esprit-là avec la Biennale Estuaire qui est à la fois la redécouverte de l'estuaire et un événement important de notre visibilité internationale. Et sur toute cette dynamique de grands

événements, sont nées, sans même qu'on le décide, toute une série d'activités économiques : de nouveaux médias, une entreprise qui fait un logiciel pour les billetteries qui est vendu un peu partout en France... Bref, toute une série d'activités économiques qui se sont greffées là-dessus.

On voit que les entreprises commencent à se rassembler et ont besoin d'être dans un même lieu pour mutualiser les moyens. C'est ainsi qu'aujourd'hui, quasiment sur l'ancien site des chantiers, on va retrouver l'école d'architecture, l'école de design, l'école des beaux-arts, La Fabrique, un lieu d'innovation sur les musiques actuelles, etc., et ces entreprises. On va essayer de faire une synergie pour un pôle ambitieux.

Je voulais dire une dernière chose de la liaison entre l'emblématique et la vie quotidienne. Jacques Donzelot disait à propos du Grand Paris qu'il faut s'occuper des lieux, mais il faut aussi s'occuper des gens, je crois que c'est vraiment important. Nous, dans nos métiers, avons tendance parfois à finir par jouer aux mécanos, on prend des territoires, on les emboîte, etc., or je pense qu'il ne faut jamais oublier que derrière il y a des gens.

Le mouvement est nécessaire mais difficile parce qu'il dérange les habitudes. Je pense qu'il est très important d'obtenir l'adhésion des gens, pas seulement dans la concertation-information qui est une nécessité, je pense qu'il faut aller un peu plus loin aujourd'hui dans l'association des habitants. Ce n'est pas facile mais je pense qu'il faut à la fois continuer à faire de l'information, de la concertation, mais il faut évoluer là où c'est possible, innover, expérimenter sur des logiques de coproduction même parfois pour que les stratégies soient vraiment partagées. Pas seulement pour consulter sur les projets mais pour comprendre les besoins.

Nous faisons une expérience en ce moment sur un sujet difficile pour les habitants : la métropole. Nous essayons et verrons bien comment cela marchera. Nous avons fait des ateliers citoyens de la métropole, au-delà du conseil de développement qui fonctionne assez bien chez nous et qui a été élargi, au-delà des associations, aux citoyens volontaires. Nous avons fait un appel à candidature, des habitants ont répondu, ont accumulé pendant une série de week-ends un certain nombre d'informations, pour avoir des connaissances de base, pour ne pas parler juste comme ça. Nous leur avons posé des questions sur leur vision de la métropole, sur leurs attentes, pour essayer de créer cette interaction non pas seulement en fonction de ce que pensent les techniciens ou de ce que pensent les élus, mais pour essayer d'avoir un autre regard et d'engager un dialogue. Il y a vraiment quelque chose dans la construction de la ville qui doit plus encore concerner les habitants.

Fabienne Cresci

Quelques éléments sur les grands projets. Hier, le président faisait une visite avec les maîtres d'ouvrage, les journalistes et les architectes de Confluence, 150 hectares, Tania Concko, MRDV, Fuksas, Portzamparc... Les promoteurs et les investisseurs ont compris qu'ils devaient travailler sur la ville avec ces gens-là. C'est une petite parenthèse mais qui n'est pas négligeable – même si on a un maître d'ouvrage difficile, en l'occurrence le promoteur, quand on est un architecte de ce type, on peut s'expliquer, imposer la qualité, me semble-t-il. Il est

important de positionner cette offre qualitative. Même si ce sont souvent les mêmes grands noms qui reviennent et que les villes veulent avoir les « bons noms », il faut savoir tirer plaisir de cette qualité que les concepteurs nous apportent, il faut savoir en tirer profit comme on tire plaisir et profit aujourd'hui d'avoir des parcs de Le Nôtre ou qu'on s'enorgueillit d'avoir un patrimoine Le Corbusier. J'ai le même respect pour les architectes des grands projets de notre époque que pour leurs maîtres classiques. Espérons que cela donne autant de sens pour le futur de nos villes.

Le projet Carré de Soie, 500 hectares, 150 hectares à aménager en limite de Vaulx-en-Velin et en limite de Villeurbanne. Comment monte-t-on des projets de cette importance sur des territoires qui n'ont pas du tout la même évidence que sur le site de Confluence ? On construit le tramway, le métro, ensuite on poursuit le tramway jusqu'à l'aéroport de Saint-Exupéry. Le président du Grand Lyon rappelle que, quelques années en arrière, quand il parlait de faire quelque chose à la limite de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne, les gens l'écoutaient poliment... Par contre, le jour où l'on a amené le tramway et le métro, mis les stations Vélo'V et soutenu le projet Pixel et le Studio 24 qui produit la série Kaamelott, cela a pris du sens. Cela sert aussi à ça les grands projets, il ne faut pas l'oublier.

Ce qui est intéressant aussi c'est qu'il n'y a pas que la production de bâti qui compte aujourd'hui comme grand projet. La dynamique d'agglomération fait aussi partie du grand projet et de la vision d'agglomération. Le défilé de la Biennale de Lyon valorise l'agglomération, il représente huit cents jeunes, adultes et seniors des quartiers qui n'ont pas facilement accès à l'abonnement de la Biennale de la danse. Ces personnes travaillent avec des troupes pendant six mois pour une journée de défilé devant à peu près cinquante mille personnes. Ce qui est intéressant c'est, en plus de la dynamique et du collectif que cela génère, une production extrêmement qualitative.

La production de la ville se fait dans le croisement entre le « dur », de beaux espaces publics dont on s'enorgueillit, de beaux bâtiments que l'on édite, et la volonté de faire des quartiers emblématiques de cette attractivité mais pas seulement. Il s'agit également de créer une dynamique d'agglomération, qui correspond à des attentes et qui traduit une vision de l'agglomération.

Je pense que cette articulation est capitale. Je ne crois pas que la ville soit en crise, ou alors elle a toujours été en crise, c'est consubstantiel. On ne fait pas l'économie d'une crise en urbanisme, on n'avance qu'à coups de crises. Néanmoins, les villes avancent, les métropoles avancent. Cela n'empêchera pas la prochaine crise.

Véronique Fayet

Crise, en chinois, s'écrit avec deux idéogrammes, l'un qui veut dire chaos et l'autre qui veut dire chance...

Alain Bourdin

Cela veut dire qu'il faut, un, prendre conscience du chaos, deux, prendre conscience de la chance. Si l'on fait comme s'il n'y avait ni l'un ni l'autre, on passe à côté, c'est sûr !

Véronique Fayet

Dans votre question, vous aviez l'air de dire qu'il y avait un petit hiatus entre la communication de nos villes et nos discours. Bien sûr, je vais vous dire que non... Qu'est-ce que c'est qu'un grand projet ? Je n'en sais rien, on ne met peut-être pas la même chose derrière, il y a grand projet et grand projet. Il y a des grands projets qui sont à 100 % dans la qualité de vie et la qualité de ville, je pense à notre projet d'aménagement des quais ou au tramway, cela a été le grand projet des dix années passées, et là on était vraiment en plein dans la qualité de ville et la qualité des habitants au quotidien. Et, en même temps, c'était un objet de communication et un objet d'attractivité, il n'y avait pas de concurrence.

Après, il y a plusieurs types de grands projets. Il y a ceux qui viennent se greffer sur de l'existant, par exemple les pôles de compétitivité ou les plans Campus dont on est si fiers mais qui n'existeraient pas s'il n'y avait pas eu au préalable les chercheurs, les entreprises, toute la matière grise, tout le potentiel. Moi, je n'appelle pas ça un grand projet, c'est une valorisation de l'existant mais qui permet de communiquer sur des pôles d'excellence, sur tout ce qui existait et que l'on va améliorer, que l'on va décupler, que l'on va mieux vendre à l'international, etc. Mais cela repose vraiment sur un fort capital humain, économique, entrepreneurial, universitaire, etc., existant.

Puis il y a un autre type de grands projets qui sont plutôt des projets urbains où, là, la décision et la vision de l' élu et des urbanistes précède l'évolution de la ville. Je mettrai dans cette catégorie le grand projet Euratlantique qui concerne toute l'agglomération, qui fait l'objet d'une opération d'intérêt national. Là, on est dans un grand projet qui est une belle anticipation des politiques au sens large, j'inclus les urbanistes ou les architectes qui ont aidé à faire émerger cette idée. Cela va forcément créer de la qualité de ville derrière si l'on sait mettre les bonnes formes et les bons modules dedans et associer les habitants.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Michel Labardin quand il dit que les habitants ne formulent pas de demande urbaine. Je crois que quand on donne un cadre – on donne les grandes lignes autour d'une gare TGV, autour de bureaux, etc. – et qu'à l'intérieur du cadre, avec organisation, méthode, on outille les gens pour leur donner le langage, les modes de communication, les modes de faire, on est étonnés de la qualité de leur production. Pour moi, il n'y a pas de hiatus mais une interactivité ou une dialectique permanente entre grands projets et qualité de ville et de vie avec les habitants. C'est une dialectique permanente et cela se nourrit l'un l'autre.

En termes de communication extérieure, les communicants communiquent plus sur un grand projet que sur un atelier de concertation dans un quartier ou une initiative. Nous avons aussi dans l'agglomération plusieurs grands projets d'écoquartiers, tout petits par leur échelle mais grand par leur ambition, qui viennent directement des habitants. On en a un à Bordeaux Nord (H Nord) où ce sont vraiment des habitants qui se sont constitués en association et qui frappent à la porte des élus en leur disant : « Nous savons exactement ce que nous voulons. Nous allons le faire avec vous mais c'est nous qui sommes les porteurs. » Et, ça, il y en a de

plus en plus dans l'agglomération. Mais ce n'est effectivement pas là-dessus que l'on va communiquer à Paris, Londres ou Los Angeles.

Il faudrait se mettre d'accord sur ce que l'on met derrière grand projet et ce que l'on met derrière communication mais, pour moi, il n'y a pas d'opposition.

Michel Labardin

Je mesure à quel point souvent dans l'agglomération les grands projets ne sont pas subis du tout, ils sont consentis et même désirés. Je vois aussi, dans les contacts avec la population, à quel point il y a – on est dans de l'impalpable – un sentiment de fierté qui peut se développer dans une agglomération au fur et à mesure que les grands projets sont formulés et commencent à prendre corps. Ça, c'est vraiment intéressant parce qu'il y a une dynamique.

Finalement, l'ambition n'est pas uniquement du côté du politique ou du technique, elle est dans la population. Le sentiment de fierté d'une population qui voit une métropole se développer avec des projets, que ce soit le transport, le logement, de grandes opérations emblématiques de requalification, etc., est absolument considérable et est un formidable moteur, je trouve, d'imagination pour nous-mêmes.

Les communications locales n'ont aucunement besoin d'édulcorer les choses. D'abord parce que le regard des habitants change sur leur environnement. C'est quelque chose que je mesure sur la question du logement social. J'ai des habitants dans ma ville qui me disent : « Ce nouveau programme, c'est du privé ? », et quand je leur dis que c'est du logement social, ils me répondent : « Ah, c'est pas mal ! » On le fait une deuxième fois, une troisième fois et ça y est, le regard a changé.

Autrefois, le logement social c'était pour les autres, mais qui n'a pas aujourd'hui dans sa famille, ses enfants, ses proches, quelqu'un qui a besoin d'un logement ? C'est complètement partagé. Même dans des quartiers plus « conservateurs », le regard change complètement. Il y a une ouverture qui est très prometteuse. Sur les moyens de transport, on a pu mesurer qu'à une certaine époque, le tramway était plutôt redouté dans certains secteurs, or aujourd'hui il y a un appel et même de la surenchère : on le veut chez nous !

Je m'aperçois finalement que les grands projets sont un réveil pour des populations, c'est une aspiration à aller plus loin. Au fond, il y a d'abord derrière une question d'éducation, d'information, on n'est pas sur la communication mais sur l'information. Je crois qu'on saisit bien les enjeux dans une agglomération, à la fois pour la qualité de vie mais aussi pour l'essor, le progrès, la création d'emplois et tout le reste, d'avoir de grands projets.

Je pense que nous sommes complètement mûrs dans nos territoires pour être parfaitement en capacité de médiation avec les habitants pour expliquer les plus-values que l'on peut apporter par des grands projets qui ont des effets symboliques importants, des effets d'appartenance et, finalement, des effets de cohésion.

► Clôture

Alain Bourdin

Je veux quand même rappeler ce qui est une des préoccupations du programme POPSU et sur quoi on interroge les acteurs locaux, à savoir les besoins de nouvelles expertises et la manière dont on les intègre. Cela peut rejoindre des problèmes très précis de concours de la Fonction publique territoriale, par exemple, mais c'est plus général que cela. Quelles sont les nouvelles expertises dont on a besoin ? Comment se sert-on des consultants ? Comment travaille-t-on avec les chercheurs ? Comment intègre-t-on dans les services certaines nouvelles compétences ? Comment est-ce que les agences peuvent-elles jouer le rôle de médiatrices dans l'apport de ces nouvelles compétences ?

C'est un vaste sujet que nous n'aborderons pas aujourd'hui mais qui est un des sujets qui doit sortir du programme POPSU et sur lequel il sera tout à fait nécessaire que l'on revienne parce que nous pensons aussi que l'expérience POPSU peut aider à éclairer cette question-là qui est une question importante. Nous aurons sûrement à échanger là-dessus quand nous irons dans d'autres villes.

La deuxième chose que je voulais dire, puisque je parle d'échanger quand nous irons dans d'autres villes, c'est l'importance d'essayer de rebondir de colloques en colloques. Nous avons un peu essuyé les plâtres à Nantes, nous ne savions pas trop où nous allions. Nous le voyons mieux aujourd'hui. L'idée c'est que, à chaque fois, on se serve des colloques précédents pour mieux orienter les cultures. Cela veut dire, et c'est un peu mon appel au peuple, qu'il est tout à fait important d'avoir le plus possible d'entre vous qui suivent plusieurs colloques. C'est un aspect de la valeur ajoutée de notre opération que d'avoir des participations un peu suivies et régulières. C'est cela l'apprentissage collectif, il se fait aussi à travers la participation à plusieurs colloques. Je sais bien que c'est difficile, nous avons aussi les livres qui servent à cela, etc., mais c'est sûrement un aspect de quelque chose qui est « *in process* », qui est en train de se faire. Les colloques en font partie.

La troisième chose que je voudrais dire, si je puis me permettre de parler au nom de la partie parisienne des organisateurs et notamment de Robert Prost et de tout le monde, c'est remercier les Bordelais pour l'organisation de cette journée admirablement réussie et remercier également tous ceux qui ont participé aux tables rondes. Cette journée nous a appris énormément de choses, je vous remercie tous.

Michel Labardin

Je m'associe bien évidemment aux remerciements qui ont été formulés, à la fois pour l'organisation et la participation à cette journée mais aussi pour tous les séminaires qui ont été menés et que je n'ai rejoint que très tardivement pour ma part. La question se posera en effet de la consolidation de toute cette matière qui a été accumulée au travers des séminaires et de savoir ce que les différentes villes vont en faire ensemble, à la fois pour ne pas s'arrêter de produire, ne pas s'arrêter de transférer ces expériences, ne pas s'arrêter de donner corps à cette réflexion extrêmement productive par la comparaison des enjeux et des territoires.

J'imagine que nous aurons l'occasion d'en parler prochainement pour faire un bilan d'étape et décider des nouvelles orientations à prendre parce qu'il me semble extrêmement important de ne pas s'arrêter.

Puisque vous avez appelé à la constance de l'assistance aux séminaires, si vous avez une clé pour amener quelques politiques de l'agglomération, vous nous la donnerez. Je crois en effet qu'il n'y a pas suffisamment d'adhésion, ou en tout cas d'intérêt, peut-être par distanciation terminologique, théorique, je n'en sais rien, en tout cas il n'y a pas suffisamment d'intérêt sur la question urbanistique. Je crois qu'il est important et stratégique que nos collègues élus s'intéressent davantage à cette production, production intellectuelle mais aussi production sur le terrain. C'est là que vous avez un rôle à jouer auprès de nous.

Ce qui me semble essentiel dans la permanence d'une vision c'est de nourrir l'imaginaire. Si j'attends une seule chose de tous ces séminaires et de ceux auxquels j'assisterai c'est de me permettre de nourrir mon imaginaire parce que je crois que tout commence là. Merci.